

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. XII
N. 1

RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DEL CONSIGLIO D'EUROPA

APPROVATA NELLA 3^a SEDUTA DELLA 35^a SESSIONE

Résolution 796 (1983) (1)
relative à l'évolution du commerce international

Annunziata il 19 luglio 1983

L'ASSEMBLÉE,

1. — Considérant le rapport sur l'évolution du commerce international, présenté par sa Commission des questions économiques et du développement (Doc. 5052);

2. — Constatant que le volume du commerce international a stagné en 1981 et diminué en 1982;

3. — Estimant que cette situation est surtout due à la multiplication des obstacles non tarifaires aux échanges, et que, malgré les appels tant de l'OCDE que du GATT, le système commercial

international tend à devenir moins libéral et plus protectionniste;

4. — Se félicitant des efforts déployés par le GATT pour libéraliser le commerce mondial, mais regrettant qu'une partie importante de ce commerce en particulier le commerce intra-groupe et celui de certains secteurs, notamment l'agriculture et les services, soient pratiquement exclus de l'Accord général;

5. — Observant que le système commercial international s'oriente de plus en plus vers la sectorisation et la bilatéralisation, et que les règles du GATT sont fréquemment foulées aux pieds au détriment des pays en voie de développement;

6. — Rappelant qu'au cours des années 70 ce sont les pays en voie de développement qui ont représenté l'élément le plus dynamique du commerce mondial;

(1) *Discussion par l'Assemblée* le 26 avril 1983 (2^e et 3^e séances). Voir Doc. 5052, rapport de la Commission des questions économiques et du développement.

Texte adopté par l'Assemblée le 26 avril 1983 (3^e séance).

7. — Notant que les importations des pays du Comité d'aide au développement de l'OCDE en provenance du tiers monde ne représentent actuellement qu'une très faible partie de leur consommation totale de produits manufacturés et que les pays en voie de développement constituent un marché important pour les produits provenant des pays industrialisés;

8. — Déplorant le fait que le monde tende à se diviser entre un groupe de pays industrialisés confrontés à de graves problèmes de chômage et de sous-utilisation des capacités de production et un groupe comprenant la plupart des pays en voie de développement, importateurs potentiels de produits des pays industrialisés, mais n'ayant pas les moyens de les acquérir en raison de leur énorme endettement, de la détérioration de leurs termes de l'échange et de la diminution de l'aide publique au développement;

9. — Constatant que le recours à des mesures de protection douanière peut apparaître nécessaire dans certains cas - crise de l'emploi, déficit grave de la balance des paiements, protection d'industries naissantes par exemple - mais qu'il n'est justifié qu'à condition qu'il soit provisoire, non discriminatoire et accompagné de mesures adéquates de restructuration industrielle;

10. — Convaincue, cependant, que le protectionnisme conduit à long terme à la sclérose de l'économie, à la baisse du niveau de vie et à des tensions internationales croissantes,

11. — Invite les gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe:

a) En ce qui concerne leur politique économique:

i. à s'efforcer de mettre en oeuvre une politique concertée de relance économique non inflationniste et créatrice d'emplois, qui serait à même de freiner les tendances protectionnistes et d'engen-

drer l'expansion des échanges internationaux;

b) En ce qui concerne leurs politiques commerciales:

i. à mettre en oeuvre les principes de la multilatéralisation, de la nondiscrimination et de la transparence dans la définition de leur politique commerciale internationale, tout en réservant un traitement préférentiel aux pays en voie de développement sur la base des principes retenus par les organisations internationales compétentes;

ii. à créer, au niveau national, des organes indépendants réunissant les partenaires sociaux et les consommateurs, dont la mission serait d'établir les causes économiques des problèmes auxquels sont confrontées les entreprises demandant à être protégées, d'évaluer, à la lumière des contraintes économiques et des obligations multilatérales, la nécessité de cette protection, et le cas échéant, de recommander des solutions qui soient acceptables au niveau international;

iii. à éviter de recourir à des mesures unilatérales pouvant porter préjudice à leurs partenaires commerciaux, en particulier à des mesures discriminatoires à l'égard des pays en voie de développement;

iv. au cas où le recours à une certaine protection est jugé indispensable, à en fixer la durée maximum, à prendre les mesures d'ajustement structurel permettant de respecter ce délai et à s'efforcer de ne pas affecter les exportations du tiers monde;

v. à procéder régulièrement à un bilan chiffré de toutes les mesures de protection dont bénéficient l'industrie, l'agriculture et les services, et à en dégager les effets sur les autres producteurs, les consommateurs et les pays en voie de développement;

vi. à mettre en oeuvre des politiques d'ajustement structurel visant, tout en tenant compte des problèmes de l'emploi, à encourager les entreprises non

compétitives sur le plan international à rationaliser progressivement leurs méthodes de production ou à changer d'activité, étant entendu que l'assistance à des entreprises voulant maintenir des activités pour lesquelles des pays en voie de développement possèdent un avantage comparatif devrait être limitée au strict minimum;

vii. à organiser régulièrement, au sein de l'OCDE, du GATT, de la CNUCED et d'autres institutions compétentes, de vastes consultations sur les politiques d'ajustement structurel et les différents objectifs nationaux en matière de production, de technologie et d'investissements, en tenant compte des objectifs de développement et de commerce des pays en voie de développement;

c) En ce qui concerne leur politique à l'égard des pays en voie de développement:

i. à encourager le développement des échanges commerciaux avec ces pays, notamment les moins avancés d'entre eux, et à mettre un terme aux mesures discriminatoires à leur égard (diminution du rôle joué par les tarifs douaniers par rapport aux mesures non tarifaires, déclin du caractère inconditionnel de la clause de la nation la plus favorisée, réciprocité, surveillance, gradation, etc.);

ii. à faire converger leurs schémas de préférences dans le cadre du Système généralisé de préférences, et à incorporer les mesures non tarifaires et les produits agricoles dans ces schémas qu'il conviendrait de rendre plus fiables;

iii. à rendre plus souple l'application de la règle d'origine prévue dans la Convention de Lomé;

iv. à s'efforcer de garantir des débouchés plus sûrs et à des cours accep-

tables aux exportations des pays en voie de développement, et à examiner la possibilité de restituer à ces pays le produit des taxes frappant leurs exportations;

v. à fournir une assistance technique aux pays en voie de développement pour leur permettre de mieux faire usage des règles du GATT, notamment en matière de différends;

vi. à ratifier, pour les pays qui ne l'ont pas encore fait, l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base;

12. — Invite le GATT:

i. à accélérer ses travaux en vue de l'inclusion des produits agricoles, des services et des mesures non tarifaires dans l'Accord général;

ii. à donner une définition plus précise de la notion de « désorganisation du marché » et, en ce qui concerne l'article XIX de l'Accord général (mesures de sauvegarde) et les Codes, à contraindre le pays importateur à apporter la preuve du préjudice;

iii. à développer sa coopération avec la CNUCED et les autres institutions internationales compétentes afin:

a) d'analyser et, le cas échéant, de réduire l'impact de l'évolution actuelle du commerce international sur les pays en voie de développement, et de formuler des recommandations aux gouvernements en vue d'une meilleure division internationale du travail;

b) de mettre en place un mécanisme de surveillance multilatérale renforcée des mesures antidumping et de compensation et des accords de limitations « volontaires » des exportations.

N. B. — Traduzione non ufficiale.

Risoluzione 796 (1983) (1)
relativa all'evoluzione del commercio internazionale

L'ASSEMBLEA,

1. — Considerando il rapporto sull'evoluzione del commercio internazionale, presentato dalla Commissione per le questioni economiche e lo sviluppo (Doc. 5052);

2. — Constatando che il volume del commercio internazionale ha registrato un ristagno nel 1981 ed è diminuito nel 1982;

3. — Valutando che questa situazione è dovuta soprattutto al moltiplicarsi degli ostacoli non tariffari agli scambi, e che, malgrado gli appelli tanto dell'OCSE che del GATT, il sistema commerciale internazionale tende a diventare meno liberale e più protezionistico;

4. — Felicitandosi per gli sforzi compiuti dal GATT per liberalizzare il commercio mondiale, ma deplorando che una parte importante di questo commercio, in particolare il commercio interno al Gruppo e quello in certi settori, soprattutto l'agricoltura ed i servizi, siano praticamente esclusi dall'Accordo generale;

5. — Osservando che il sistema commerciale internazionale si orienta sempre più verso la settorializzazione e il bilateralismo e che le norme del GATT sono spesso calpestate a scapito dei paesi in via di sviluppo;

6. — Ricordando che nel corso degli anni 1970 sono stati proprio i paesi in via di sviluppo a rappresentare l'elemento più dinamico del commercio mondiale;

7. — Rilevando che le importazioni dei paesi del Comitato di aiuto allo sviluppo dell'OCSE provenienti dal terzo mondo non rappresentano attualmente che una debolissima parte del loro consumo complessivo di manufatti e che i paesi in via di sviluppo costituiscono un mercato importante per i prodotti provenienti dai paesi industrializzati;

8. — Deplorando il fatto che il mondo tende a dividersi tra un gruppo di paesi industrializzati con gravi problemi di disoccupazione e di scarsa utilizzazione delle capacità di produzione ed un gruppo comprendente la maggior parte dei paesi in via di sviluppo, importatori potenziali dei prodotti dei paesi industrializzati, ma che non hanno i mezzi per acquistarli a causa del loro enorme indebitamento, del deterioramento dei termini di scambio e della diminuzione dell'aiuto pubblico allo sviluppo;

(1) Discussione da parte dell'Assemblea il 26 aprile 1983 (2^a e 3^a seduta). Vedi doc. 5052, relazione della Commissione Affari economici e sviluppo. Testo approvato dall'Assemblea il 26 aprile 1983 (3^a seduta).

9. — Constatando che il ricorso a misure di protezione doganale può apparire necessario in certi casi, ad esempio crisi dell'occupazione, grave *deficit* della bilancia dei pagamenti, protezione delle industrie di recente costituzione, ma che non è giustificato se non a condizione che sia provvisorio, non discriminatorio ed accompagnato da adeguate misure di ristrutturazione industriale;

10. — Convinta, tuttavia, che il protezionismo a lungo andare porta alla sclerosi della economia, all'abbassamento del livello della vita e a crescenti tensioni internazionali;

11. — Invita i governi degli Stati membri del Consiglio d'Europa:

a) Per quanto riguarda la loro politica economica:

i. a cercare di mettere in opera una politica concertata di rilancio dell'economia, non inflazionistica e che crei posti di lavoro, che sarebbe in grado di frenare le tendenze protezionistiche e di favorire l'espansione degli scambi internazionali.

b) Per quanto riguarda le loro politiche commerciali:

i. a mettere in opera i principi della multilateralizzazione, della non discriminazione e della trasparenza nella definizione della loro politica commerciale internazionale, pur riservando un trattamento preferenziale ai paesi in via di sviluppo sulla base dei principi fissati dalle organizzazioni internazionali competenti;

ii. a creare, a livello nazionale, degli organi indipendenti che colleghino le parti sociali ed i consumatori, il cui compito sarebbe di stabilire le cause economiche dei problemi con i quali devono confrontarsi le imprese che chiedono di essere protette, di valutare alla luce delle costruzioni economiche e degli obblighi multilaterali la necessità di que-

sta protezione e, in caso negativo, di raccomandare soluzioni che siano accettabili a livello internazionale;

iii. ad evitare di ricorrere a misure unilaterali che possano nuocere ai loro *partners* commerciali, in particolare a misure discriminatorie nei confronti dei paesi in via di sviluppo;

iv. nel caso in cui il ricorso a una certa protezione sia ritenuto indispensabile, a fissarne la durata massima, a prendere le misure di adeguamento strutturale che permettano di rispettare questo termine e a cercare di non colpire le esportazioni del terzo mondo;

v. a procedere regolarmente ad un bilancio dettagliato di tutte le misure protezionistiche di cui beneficiano la industria, l'agricoltura ed i servizi, a mettere in evidenza gli effetti sugli altri produttori, sui consumatori e sui paesi in via di sviluppo;

vi. a mettere in opera le politiche di adeguamento strutturale le quali, pur tenendo conto dei problemi relativi all'occupazione, tendono ad incoraggiare le imprese non competitive sul piano internazionale a razionalizzare progressivamente i loro metodi di produzione o a cambiare attività, restando inteso che la assistenza alle imprese che intendono mantenere le attività per le quali i paesi in via di sviluppo hanno un vantaggio comparativo dovrebbe essere limitato al minimo indispensabile;

vii. ad organizzare regolarmente in seno all'OCSE, al GATT, all'UNCTAD e ad altre istituzioni competenti, ampie consultazioni sulle politiche di adeguamento strutturale e sui diversi obiettivi nazionali in materia di produzione, di tecnologia e d'investimenti, tenendo conto degli obiettivi di sviluppo e commerciali dei paesi in via di sviluppo.

c) Per quanto riguarda la loro politica nei confronti dei paesi in via di sviluppo:

i. ad incoraggiare lo sviluppo degli scambi commerciali con questi paesi, soprattutto tra quelli meno progrediti, e

IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

a porre fine alle misure discriminatorie nei loro confronti (diminuzione del ruolo svolto dalle tariffe doganali rispetto alle misure non tariffarie; declino del carattere incondizionato della clausola della nazione più favorita, reciprocità, controllo, gradualità, ecc.);

ii. a far convergere i loro schemi preferenziali nel quadro del Sistema generalizzato di preferenze, e ad incorporare le misure non tariffarie ed i prodotti agricoli in questi schemi che sarà opportuno rendere più affidabili;

iii. a rendere più agile l'applicazione della norma di origine prevista nella Convenzione di Lomé;

iv. a sforzarsi di garantire sbocchi più sicuri e a corsi accettabili alle esportazioni dei paesi in via di sviluppo, e ad esaminare la possibilità di restituire a questi paesi i proventi delle tasse che colpiscono le loro esportazioni;

v. a fornire un'assistenza tecnica ai paesi in via di sviluppo per permettere loro di fare un uso migliore delle norme del GATT, soprattutto in materia di controversie;

vi. a ratificare, per i paesi che non l'hanno ancora fatto, l'Accordo che ha

portato alla creazione del Fondo comune per i prodotti di base;

12. — Invita il GATT:

i. ad accelerare i suoi lavori in vista dell'inclusione dei prodotti agricoli, dei servizi e delle misure non tariffarie nell'Accordo generale;

ii. a dare una definizione più precisa della nozione della « disorganizzazione del mercato » e, per quanto riguarda l'articolo XIX dell'Accordo generale (misure di salvaguardia) ed i Codici, a costringere il paese importatore a fornire la prova del danno;

iii. a sviluppare la sua cooperazione con l'UNCTAD e le altre istituzioni internazionali competenti allo scopo di:

a) analizzare e, all'occorrenza, ridurre l'impatto della attuale evoluzione del commercio internazionale sui paesi in via di sviluppo e formulare le raccomandazioni ai governi in vista di una migliore divisione internazionale del lavoro;

b) preparare un meccanismo di controllo multilaterale rafforzato dalle misure antidumping e di compensazione e degli accordi di limitazioni « volontarie » delle esportazioni.